

VIGNETTE AUTOMOBILE 2011

**La période
d'acquittement
du 1^{er} au 30 juin**

Le ministère des Finances a annoncé jeudi que la période d'acquittement obligatoire de la vignette automobile 2011 débutera le 1^{er} juin prochain et durera jusqu'au 30 du même mois.

Les modalités d'acquittement de la vignette automobile pour l'année 2011, précisées au JO n°18, seront appliquées aux mêmes tarifs que l'année précédente.

Pour les véhicules de tourisme de moins de 3 ans d'âge, le prix de la vignette, disponible auprès des receveurs des impôts et des bureaux d'Algérie Poste, varie entre 1 500 et 8 000 DA en fonction de la puissance de la motorisation, précise la même source.

Le montant de cette vignette est compris respectivement entre 1 000 et 4 000 DA pour les véhicules ayant entre 3 et 6 ans d'âge, entre 700 et 3 000 DA pour les 6 à 10 ans et entre 300 et 2 000 DA pour les véhicules de plus de 10 ans.

Pour les véhicules utilitaires, le tarif de la vignette varie entre 5 000 et 15 000 DA pour ceux de moins de 5 ans d'âge, et entre 2 000 et 7 000 DA pour ceux de 5 ans d'âge et plus.

Les véhicules de transport en commun des voyageurs sont soumis à une vignette dont le prix se situe entre 4 000 et 15 000 DA pour ceux de moins de 5 ans d'âge, et entre 2 000 et 7 000 DA pour ceux de 5 ans d'âge et plus. Quant aux véhicules dont l'année de mise en circulation est inconnue (immatriculés 122), ils sont soumis à une vignette de 300 DA pour les véhicules de tourisme et de 2 000 DA pour les utilitaires.

La Direction générale des Impôts a précisé, toutefois, que les véhicules non concernés par cette vignette sont les engins de travaux publics, les remorques, les tracteurs et engins agricoles et les véhicules à moins de 4 roues (motocyclettes, vélomoteurs...).

Les véhicules à immatriculation spéciale appartenant à l'Etat et aux collectivités locales, ceux dont les propriétaires bénéficient de privilèges diplomatiques ou consulaires, et les ambulances sont exemptés de la vignette en vertu de la loi en vigueur au même titre que les véhicules équipés de matériels sanitaires, de matériel de lutte anti-incendie et ceux destinés aux handicapés, ajoute la même source.

Selon le communiqué, l'automobiliste doit s'assurer du tarif légal de la vignette avant son acquisition, autrement, sa non-conformité entraîne le retrait de la carte d'immatriculation qui ne sera restituée qu'après présentation d'une vignette conforme majorée de 100%.

Il est précisé aussi que la carte provisoire de circulation (carte jaune) tient lieu de carte d'immatriculation et par conséquent la vignette devient exigible dans un délai d'un mois à compter de la mise en circulation du véhicule sur le territoire national.

L'automobiliste devra également apposer cette vignette sur le pare-brise, sinon il s'exposera à une amende fiscale égale à 50% du montant de la vignette.

Le montant des recettes obtenues à partir de l'acquittement de cette vignette s'est établi à 7,2 milliards de dinars en 2009, dont 20% sont versés au Trésor et 80% au Fonds commun des collectivités locales (FCCL), rappelle-t-on.

**LOI SUR LE MOUDJAHID
ET LE CHAHID**

**Le ministre souhaite un
recensement des
chouhada du 8 Mai 1945**

Le ministre des Moudjahidine, Mohamed Chérif Abbas, a émis le souhait de voir les martyrs des massacres du 8 Mai 1945 «recensés et répertoriés» afin que «leurs familles et proches puissent bénéficier de leurs droits», a-t-il indiqué ce jeudi, à l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a rappelé que la loi relative au moudjahid et au chahid ne touche que ceux qui ont pris part à la guerre de Libération nationale.

«La loi a pris en charge la période de la guerre de Libération nationale à partir du 1^{er} Novembre. Elle concerne uniquement les personnes qui y ont participé, structurées au sein de l'Armée de libération nationale (ALN) et du Front de libération nationale (FLN)», a-t-il précisé.

R. N.

**TAXIS, TRANSPORT DE MARCHANDISES
ET TRANSPORT DE VOYAGEURS PAR BUS**

**De nouveaux décrets exécutifs
en cours d'élaboration**

Un décret exécutif pour réglementer l'activité des taxis est en cours de préparation. C'est ce qu'a indiqué le ministre des Transports, ce jeudi, à l'Assemblée populaire nationale.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Répondant à une question de la députée du FLN lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, le ministre des Transports, Amar Tou, a indiqué que son département s'attèle actuellement à l'élaboration d'un décret exécutif réglementant l'activité des taxis.

«Le décret permettra de définir les droits et devoirs des chauffeurs de taxis mais aussi de prendre en charge toutes leurs préoccupations», a-t-il dit. Et de

poursuivre : «Les rencontres des syndicats des chauffeurs de taxis avec la tutelle ont permis de réunir une liste de propositions. Nous visons ainsi à mettre en place un texte juridique qui répondra aux attentes des clients et des chauffeurs.»

Le ministre a indiqué également, qu'un autre décret exécutif réglementant les secteurs du transport des marchandises et des voyageurs par bus est en cours de préparation.

Quant à la question du

député du RND portant sur «la mauvaise gestion du port d'Alger et de son engorgement», Amar Tou a souligné qu'il ne connaissait plus aucun engorgement depuis l'orientation de plusieurs marchandises importées vers d'autres ports nationaux.

«La réorientation des véhicules importés vers les ports de Djendjen et de Mostaganem et les marchandises non conteneurisées vers d'autres ports a permis de désengorger le port d'Alger.

D'ailleurs, après cette décision, il a été constaté une nette récession des activités du port d'Alger», a-t-il souligné. Et de préciser

qu'«auparavant, quelque 37 navires attendaient quotidiennement en rade. Aujourd'hui, ce nombre a été largement réduit et ne dépasse pas 7 navires».

Par ailleurs, en vue d'accélérer les chargements et déchargements des navires au port d'Alger, le premier responsable du secteur a affirmé que «les quais seront réaménagés de manière à accueillir les grues de ports. Celles-ci seront acquises par le partenaire «Port de Dubaï». A cet effet, «un appel d'offres sera lancé prochainement pour la réalisation de ces réarmements», précisera encore, le ministre.

R. N.

LE MINISTRE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION RASSURE LES CITOYENS :

**«Il n'y aura pas de perturbations
sur le retrait des salaires»**

Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a assuré que les retraits d'argent se déroulent d'une manière normale dans tous les bureaux de poste, et ce, depuis mercredi dernier.

Après le mouvement de grève qu'ont connu les centres de chèques postaux à Alger, «les salaires ont été versés à temps aux bureaux de poste et les citoyens pourront retirer leur argent sans aucun problème», a souligné Moussa Benhamadi, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, ce jeudi en marge d'une session de

l'Assemblée populaire nationale consacrée aux questions orales.

Qualifiant les revendications des fonctionnaires du centre des chèques postaux d'Alger de «légitimes», Benhamadi a indiqué que «les représentants de la poste sont en négociation avec la tutelle».

Il a également fait remarquer qu'il a donné des instructions pour la mise en

place de groupes de travail entre Algérie Poste et le partenaire social.

S'agissant de l'émission du billet de banque de 2 000 DA, le ministre a affirmé que celui-ci «contribuera à régler le problème de manque de liquidités», avant d'ajouter : «Pour ce faire, il faut également introduire de nouveaux mécanismes tels que : le paiement électronique des factures, l'utilisation de chèques et le transfert d'argent de compte à compte.»

R. N.

MASCARA

Ce que le ministre de l'Habitat n'a pas vu

Noureddine Moussa, le ministre de l'Habitat, en visite de travail dans la wilaya de Mascara, jeudi dernier, n'a rien vu, quand, sur son parcours, des citoyens avaient tenté de l'aborder.

Comme toujours, en ce genre de circonstances, toutes les dispositions sont prises pour qu'il n'y ait pas de grain de sable. Excédés, les habitants du n°4 de la rue Zaghoul étaient venus crier leur désarroi, mais les autorités locales ont pris les devants et le ministre n'en saura rien. On se contentera de leur faire des promesses pour une éventuelle attribution de logements. Mais les promesses, ils n'en veulent pas.

Une femme prise de malaise s'affale sur le sol. Jeudi, les occupants de ce vieil édifice construit au début du XX^e siècle et qui appartiendrait à l'OPGI passent à l'action et décident de fermer la rue avec des sacs de sable et divers objets.

Une rue qui restera fermée toute la journée et où les policiers vont et viennent sans arrêt.

Le maire et le chef de daïra arrivent sur les lieux, mais la situation est toujours bloquée. Le problème de réseau d'assainissement, défectueux, avait été

évoqué depuis longtemps et, ce jour-là, il fallait porter un masque à gaz tant les odeurs étaient nauséabondes. Des familles nous interpellent et nous font pénétrer dans ce qui s'apparente à des habitations. «Nous ne voulons pas vivre avec les rats et dans les

égouts», lit-on sur les banderoles brandies au passage du cortège officiel. C'est dans des conditions tout simplement inhumaines que vivent ces citoyens.

Une situation sur laquelle on fera l'impasse lors de cette visite ministérielle.

M. Meddeber

**La police chasse les patriotes
de la place des Martyrs par la force**

Les patriotes qui campaient à la place des Martyrs, à Alger, depuis lundi en guise de protestation, ont été évacués manu militari, ce jeudi vers 21h30.

Une force antiémeute impressionnante a été mobilisée pour éviter tout affrontement et les patriotes, environ 200, n'avaient ainsi pas montré une grande résistance.

Les forces de l'ordre ont procédé à la fermeture pendant plus d'une demi-heure de tous les accès de la place, soit sur un périmètre allant de l'ex-hôtel Aletti au palais des Raïs.

Une foule de curieux s'est constituée tout autour, composée essentiellement des usagers de la station de «taxis clandestins», en face de la grande mosquée. Quatre bus de l'Entreprise de transport

urbain et suburbain d'Alger (Etusa) ont été réquisitionnés pour transporter les protestataires vers la gare routière du Caroubier.

La circulation sur ledit axe routier a été débloquée vers 22 h alors que des policiers continuaient à évacuer la place en chantier.

Un grillage a été installé tout autour de la place des Martyrs depuis une semaine déjà, sur lequel les manifestants avaient accroché des banderoles portant des slogans résumant leurs revendications, parfois hostiles au «système».

Partis à contre-cœur, ils ont quand même osé, à travers les fenêtres des bus, scander des slogans «Etat assassin» ou autre «Fikou» (prenez conscience), à l'intention de la foule de curieux.

L. H.